

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 22/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TEINTURES ET APPRETS DANJOUX

ZI les Guérins
BP 18
42120 Le Coteau

Références : UiD4243-EAR-024-382
Code AIOT : 0011000005

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2024 dans l'établissement TEINTURES ET APPRETS DANJOUX implanté ZI Les Guérins BP18 42120 Le Coteau. L'inspection a été annoncée le 24/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEINTURES ET APPRETS DANJOUX
- ZI Les Guérins BP18 42120 Le Coteau
- Code AIOT : 0011000005
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

TAD est une société spécialisée dans la teinture et les apprêts de la maille.

Contexte et thèmes de l'inspection :

- Sobriété hydrique
- Suivi d'un arrêté préfectoral de mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
15	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réductions imposables à l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
3	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
4	Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
5	Adaptations locales	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5	Sans objet
6	Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet
7	Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et 4-III	Sans objet
8	Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur	AP Complémentaire du 24/10/2013, article 1	Sans objet
9	Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur	AP Complémentaire du 06/04/2011, article 1	Sans objet
10	Sécheresse - connaissance de la gravité atteinte	Arrêté Préfectoral du 27/08/2024, article 1	Sans objet
11	Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3	Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe 5	Sans objet
12	Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3	Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe 5	Sans objet
13	Rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 21/03/2023, article 1	Sans objet
14	Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en œuvre des dispositions visant à maîtriser la consommation d'eau. Toutefois, des informations plus détaillées et quantifiées sont attendues dans le PSH afin de justifier des réductions effectives. Il doit rester vigilant sur la gestion des rétentions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réductions d'eau de l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des mesures de restrictions déterminées par l'exploitant
Prescription contrôlée : I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes : - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %. [...] III. Les réductions mentionnées au I « sont réalisées sur chacun des prélèvements concernés par un niveau de gravité. Elles » sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau [...]
Constats : Au cours de l'été 2024, le niveau maximum de restrictions atteint pour la zone au sein de laquelle est implantée l'entreprise est la vigilance. Par ailleurs, dans l'attente de la révision de l'arrêté cadre sécheresse du département de la Loire, les arrêtés préfectoraux de restrictions pris en 2024 ont activé les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023. Un article spécifique a ainsi été rédigé (par exemple, article 4 de l'arrêté préfectoral portant restrictions du 27 août 2024) : "Pour les ICPE entrant dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé, en application de l'article 5, les objectifs de réduction définis au I de l'article 2 de l'arrêté ministériel et les exemptions listées à l'article 3 de l'arrêté ministériel sont remplacés par ceux de l'arrêté préfectoral n°DT-23-0301 du 18 avril 2023. Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel restent applicables. " Ainsi, seules les réductions et exemptions prévues par l'arrêté cadre départemental du 18 avril 2023 sont applicables à l'entreprise en situation de sécheresse. Pour le cas du seuil de vigilance, une sensibilisation aux règles de bon usage des économies d'eau doit être réalisée. L'exploitant a indiqué être vigilant aux diffusions des arrêtés de restrictions. Ces derniers sont diffusés par mail par le responsable environnement aux différents responsables de l'entreprise (teinture, apprêts, laboratoires, maintenance, direction) afin qu'ils en informent leur équipe. Des affichages "papier" sont également effectués sur un tableau dédié.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réductions imposables à l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des volumes de réduction imposés – volume de référence
Prescription contrôlée : II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond « , pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, » au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. « Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant. « Les volumes d'eaux d'exhaure ne sont pas concernés par le précédent alinéa et peuvent être déduits du volume de référence. »
Constats : Au cours de l'étiage de 2024, l'exploitant n'a pas eu à mettre en œuvre de mesures de réductions des prélèvements en eau (seul le niveau de vigilance a été atteint). Au cours de la visite, il a présenté un tableur sur lequel les volumes de référence ont été déterminés (calcul des moyennes trimestrielles et annuelles, comparaison des valeurs obtenues). Il n'a pas déduit de ce calcul le volume incompressible forfaitaire de 5% correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation : Pour les calculs du volume de référence, l'exploitant peut déduire un volume incompressible forfaitaire de 5% tel que prévu par l'arrêté ministériel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Les installations exemptées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Installations non soumises à l'article 2
Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : - captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;- production, distribution et cogénération d'électricité ;- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à

<p>l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;</p> <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les exemptions prévues par l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 n'étaient pas applicables au département de la Loire au cours de l'étiage 2024 (cf point de contrôle n°1, seules les exemptions prévues par l'arrêté cadre du département de la Loire ont été rendues applicables).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Déclaration hebdomadaire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite « conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement. »</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le niveau maximum de vigilance atteint au cours de l'étiage 2024 n'a pas nécessité pour l'exploitant de déclarer hebdomadairement les volumes prélevés.</p> <p>Par le présent rapport, il est rappelé à l'exploitant qu'en cas de nécessité de déclarations, celles-ci doivent être dorénavant effectuées via l'application Gidaf.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Adaptations locales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prescriptions locales plus contraignantes
Prescription contrôlée : Au cours de l'été 2024, les arrêtés préfectoraux portant restrictions ont activé les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 : Exemple, Article 4 de l'arrêté préfectoral du 27/08/2024 : Pour les ICPE entrant dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé, en application de l'article 5, les objectifs de réduction définis au I de l'article 2 de l'arrêté ministériel et les exemptions listées à l'article 3 de l'arrêté ministériel sont remplacés par ceux de l'arrêté préfectoral n°DT-23-0301 du 18 avril 2023. Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel restent applicables.
Constats : Seules les réductions et exemptions prévues par l'arrêté cadre départemental du 18 avril 2023 sont applicables à l'entreprise en situation de sécheresse. L'exploitant a demandé à être exempté du cadrage général de l'arrêté cadre départemental qui prévoit des réductions des prélèvements de 25 %, 50 % et 100 % selon les niveaux alerte, alerte renforcée et crise (voir points de contrôle 11 et 12 ci-après) Le niveau de restrictions maximal auquel a été soumis l'exploitant en 2024 est "vigilance". Des informations ont été diffusées au personnel de l'entreprise afin d'être vigilant sur les usages de l'eau.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé « et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées
Constats : Le site est alimenté par deux ressources : <ul style="list-style-type: none">réseau d'alimentation en eau potable (principalement pour les usages sanitaires),eau du cours d'eau "Le Rhins" (usages pour le process). Les installations de prélèvement sont chacune munies d'un compteur. Des sous-compteurs sont également présents dans les installations. Depuis le 1er février 2024, l'exploitant a mis en place des compteurs connectés. <ul style="list-style-type: none">Une plateforme "internet" lui permet de connaître les volumes prélevés en continu pour les sous-compteurs et le compteur de la canalisation d'eau en provenance du Rhins.Pour le compteur AEP, un abonnement spécifique de "télé relève" avec le gestionnaire du

<p>réseau lui permet de récupérer les volumes prélevés en continu.</p> <p>Avant le 1er février 2024, les compteurs n'étaient relevés qu'une fois par mois.</p> <p>Ce nouveau système permet à l'exploitant de mettre en place des alertes afin de détecter des prélèvements anormaux. Les données enregistrées peuvent être extraites au format "Excel".</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation : Suite à la mise en place des compteurs connectés, l'exploitant doit veiller à assurer une sauvegarde des données sur un support différent des sites internet et permettant de justifier du respect de la prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et 4-III</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Extraits :</p> <p>II</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>III. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; - les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.
<p>Constats :</p> <p>Au cours des échanges, l'exploitant a présenté plusieurs plans :</p> <ul style="list-style-type: none"> • deux plans de collecte des eaux usées, datés de février 2000 et septembre 2000, • un plan du réseau de distribution de l'eau, daté du 28 décembre 1999. Ce plan fait apparaître, au niveau du "local des eaux", une canalisation d'évacuation dont l'exutoire est inconnu (réseau d'eaux usées communal ou réseau d'eaux pluviales). Cette dernière est susceptible de recueillir des eaux de vidange de cuves de stockage de l'eau du Rhins. <p>L'exploitant a précisé que les installations de distribution de l'eau et d'évacuation des effluents n'ont pas été modifiées depuis la mise en service du site.</p> <p>Les plans ne permettent pas d'identifier aisément tous les équipements cités par la prescription, notamment vannes, disconnecteur...</p> <p>La visite du local des eaux a montré que l'identification des canalisations est à améliorer, notamment afin de distinguer plus facilement celles en provenance du Rhins de celles véhiculant l'eau potable.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation :</p> <p>Sous un délai de 1 mois, l'exploitant vérifiera la destination de la canalisation de collecte située au niveau du local des eaux recueillant les éventuelles eaux de vidange des cuves de stockage des eaux du Rhins.</p> <p>Sous un délai de 1 mois, l'exploitant améliorera les repérages des canalisations d'eau au niveau du "local des eaux".</p> <p>Il veillera à ce que les plans des réseaux permettent d'identifier facilement les ouvrages prévus par la prescription (délai : 6 mois).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/10/2013, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Extrait :</p> <p>Chaque mois est établi un bilan des quantités commerciales de tissus traités (en kilogrammes) par type de traitement et est calculée la quantité d'eau utilisée par kilogramme de tissu traité. Ces informations sont tenues à la disposition de l'inspection et une synthèse lui est annuellement transmise au cours du premier mois de chaque année.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant effectue les calculs de ratios prévus par la prescription.</p> <p>Il a précisé que la consommation d'eau est fortement impactée en fonction de la nature du produit à teindre (coton, polyester, fibre recyclée...).</p> <p>Pour la période examinée au cours de la visite, le ratio était compris entre 111 et 130 m³/t (pour mémoire, le Bref Textile indique qu'en moyenne annuelle, dans le cas de la teinture en discontinu d'étoffes, le ratio est compris entre 10 et 150 m³/t).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/04/2011, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société TAD est autorisée à prélever de l'eau dans le milieu selon les prescriptions suivantes :</p> <p>Milieu Naturel : Le Rhins</p> <p>Débit max : 100 m³/h</p> <p>Volumes autorisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Journalier : 1200 - Mensuel : 26000 - Annuel : 260000

Constats :

Les relevés présentés par l'exploitant montrent que les valeurs limites de prélèvement sur le Rhins sont respectées.

En 2023, le volume total annuel déclaré dans l'application Gerep était de 109 779 m³.

Le local de pompage des eaux du Rhins est équipé de 3 pompes placées en parallèle : pour l'une d'entre-elles, le volume maximal de pompage est de 83 m³/h (selon la plaque fixée). Pour les deux autres, il n'a pas été possible de recueillir cette information.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Sécheresse - connaissance de la gravité atteinte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2024, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Connaissance des prescriptions relatives à la sécheresse

Prescription contrôlée :

Situation maximale de restrictions atteinte à la date de la visite objet du présent rapport :
Bassin LB8 - Rhins Sornin : Vigilance

Constats :

En période d'étiage, l'exploitant a indiqué être vigilant à l'évolution des niveaux de restriction. Il a bien identifié qu'au cours de l'année 2024 seul le niveau de vigilance a été atteint pour la zone géographique au sein de laquelle est implantée son usine.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe 5

Thème(s) : Risques chroniques, Présence et complétude du PSH

Prescription contrôlée :

Extrait :

Sont exemptées de toute restriction les entreprises qui répondent à l'un des critères suivants :

2) Pour les ICPE uniquement : celles dont les prélèvements sont déjà réduits au minimum (b).

(b) Sont exemptés les établissements pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisés pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.). Ces établissements veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production.

Constats :

L'exploitant a répondu au questionnaire transmis par la DREAL en mars 2023 et a indiqué vouloir être exempté du cadrage général via :
- restrictions déjà prescrites par ailleurs (arrêté préfectoral complémentaire du 24 octobre 2013),

<p>- prélèvements réduits au minimum, rédaction d'un plan de sobriété hydrique (PSH).</p> <p>Les dispositions de l'APC du 24 octobre 2013 ne conduisent pas à de vraies réductions des prélèvements pour les niveaux de vigilance à alerte renforcée (seules des règles de bon usage et des restrictions de lavage des sols et des espaces verts sont prescrites). Le niveau de crise interdit les prélèvements dans le milieu naturel.</p> <p>Considérant que l'exploitant s'est également engagé dans la rédaction d'un PSH, c'est via cet outil qu'il pourra bénéficier d'une exemption aux dispositions générales de l'arrêté cadre départemental du 18 avril 2023.</p> <p>Les objectifs de réduction imposés par le I de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 n'ont pas été applicables à l'exploitant au cours de l'été 2024, les arrêtés de restriction signés ayant activé les dispositions de l'article 5.</p> <p>Au cours de la visite, l'exploitant a présenté le PSH établi (voir point de contrôle suivant pour l'examen du contenu).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Démonstration de la réduction du besoin en eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour pouvoir bénéficier du critère d'adaptation : le PSH doit effectivement démontrer que les besoins sont réduits au minimum.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours de la visite objet du présent rapport, l'exploitant a présenté l'état d'avancement son PSH.</p> <p><u>I - Diagnostic des consommations :</u></p> <p>Les milieux de prélèvements sont identifiés et connus. Le bilan des prélèvements annuels est présenté depuis 2005. L'eau est principalement utilisée sur site pour des usages de process (teinture, production de vapeur) et sanitaires Les effluents sont rejetés dans la STEP urbaine de Roanne, les volumes annuels ne sont pas précisés. Un schéma de principe de gestion des eaux est présenté, les compteurs sont représentés.</p> <p><u>II - Etat de l'art des économies d'eau :</u></p> <p>Le ratio m³/kg de textile teint est présenté depuis 2005. Les années 2005 et 2006 montrent un taux nettement supérieur aux autres années. Mais depuis 2007, ce taux ne permet pas de visualiser des efforts sur les consommations d'eau. Au cours de la visite, l'exploitant a indiqué que ce taux n'est pas représentatif, car les produits à teindre ont évolué. Avant, il s'agissait principalement de coton. Aujourd'hui, les fibres recyclées, les tissus techniques, les polyester nécessitent parfois une triple teinture pour obtenir le résultat exigé par le client, ce qui impacte à la hausse le ratio. L'exploitant a identifié le Bref Textiles mais n'a pas réalisé de comparaison aux techniques présentées dans ce Bref au motif que le site ne relève pas de la directive IED. Il n'a pas effectué de comparaison des ratios m³/kg obtenus aux valeurs mentionnées dans le Bref, ou aux valeurs qui seraient disponibles auprès d'acteurs de la filière textile.</p>

A l'intérieur des ateliers, les canalisations d'eau sont aériennes, ce qui facilite la détection de fuites.

L'exploitant a listé des opérations mises en œuvre visant à réduire les consommations d'eau, sans quantifier les gains obtenus (difficile à mesurer selon l'exploitant).

Des projets sont identifiés.

III - Recensement des actions de réductions :

Les actions de réductions impactant le fonctionnement courant ont été listées et regroupées pour la période 2004-2023. Les gains obtenus ne sont pas quantifiés.

Des actions à mettre en œuvre en situation de sécheresse sont citées. L'exploitant a la possibilité, pour le process, de réduire l'approvisionnement en eau du Rhins et d'augmenter le prélèvement sur le réseau AEP. En situation de crise, il prévoit de stopper les prélèvements sur le Rhins.

Selon l'arrêté cadre sécheresse en vigueur, les prélèvements sur le réseau AEP alimentant la commune du Coteau ne sont pas soumis à restrictions en situation de sécheresse.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation : Le PSH présenté montre que des efforts ont été mis en œuvre pour réduire les prélèvements en eau. Toutefois, par manque de données quantifiées, sa lecture permet difficilement de mesurer les efforts menés.

La démonstration que les besoins en eau ont été réduits au minimum via le PSH est donc insuffisante et ne permet pas d'adapter les restrictions prévues dans l'arrêté cadre sécheresse du 18 avril 2023. **Par conséquent et en l'absence d'éléments justificatifs complémentaires, en cas de sécheresse, l'exploitant devra réduire ses prélèvements sur le cours d'eau le Rhins de 25% en alerte, 50% en alerte renforcée et arrêt en crise.**

Pour pouvoir démontrer que ses besoins en eau pour le procédé ont été réduits au minimum, l'exploitant doit compléter son PSH et et si nécessaire engager des actions.

L'inspection invite l'exploitant à prendre en compte les observations suivantes afin de que le PSH permette de démontrer que les prélèvements ont effectivement été réduits au minimum en vue de l'étiage 2025.

Partie I :

- Préciser la zone hydrographique de l'arrêté cadre sécheresse pour chacune des ressources en eau (AEP et le Rhins).
- Indiquer les coordonnées du point de prélèvement dans le Rhins.
- Donner les caractéristiques techniques de pompage dans le Rhins (débit mini et maxi des pompes).
- Partie 5d : il est indiqué que 140 038 m³ du réseau AEP sont utilisés pour le poste "teinture", cette information semble incohérente compte tenu des informations mentionnées par ailleurs. Apporter des précisions sur les possibilités de suspension de l'approvisionnement en eau pour le poste "teinture".
- Renseigner la ligne sur l'estimation des pertes.
- Ligne 6e : indiquer le volume rejeté en m³/an, pas en pourcentage.
- Ligne 6g : à renseigner.
- Compléter la partie I.7.
- Compléter le schéma de circulation des eaux par les consommations relevées au niveau des compteurs (moyenne journalière/hebdo ou annuelle en fonction des données disponibles).

Partie II :

- Comparer les dispositions prises pour réduire la consommation d'eau et les niveaux de performance des installations à ceux présentés dans le Bref Textile.
- Des valeurs de référence disponibles auprès de la profession, si disponibles, pourront être

intégrées.

- Essayer de quantifier les gains obtenus pour les modifications déjà réalisées (par exemple : quel est le gain apporté par un autoclave "bain court" ?)

Partie III :

- Préciser la ressource sur laquelle les gains ont porté.
- Les évolutions projetées (modification process dégraissage) pourraient être présentées.
- Quantifier les volumes d'eau susceptibles d'être économisés en période de sécheresse.

Une trame de PSH améliorée est disponible ici :

<https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/psh-plan-de-sobriete-hydrique-contenu-attendu-et-a23169.html>,
elle permet notamment de prendre en compte les évolutions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/03/2023, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émission

Prescription contrôlée :

APMD n°313/DDPP/2021 du 24 juin 2021 :

La société Teinture et Apprêts Danjoux est mise en demeure, pour son installation sise ZI les Guérins, 42120 Le Coteau, d'établir un plan d'actions visant à atteindre la conformité des rejets en regard des valeurs limites d'émissions fixées par l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°18-DDPP-15 du 12 janvier 2015 pour les paramètres DCO et HCT avant le 31 octobre 2021. Ce plan sera accompagné d'un échéancier, il visera un objectif de mise en conformité des rejets au 30 juin 2022. Les délais indispensables à chacune des principales étapes identifiées seront argumentés.

Arrêté 90-DDPP-23 du 21 mars 2023 modifiant l'APMD 313-DDPP-2021 :

Le délai fixé à l'article 1 de l'arrêté n°313-DDPP-2021 susvisé pour la remise d'un plan d'actions comprenant un échéancier est prorogé jusqu'au 30 juin 2023. Les délais indispensables à chacune des principales étapes identifiées devront être argumentés, ils s'appuieront notamment sur les éventuelles difficultés techniques, les contraintes liées à la production, le coût des travaux et les capacités de l'entreprise à les financer.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection un rapport de diagnostic décrivant les actions engagées pour améliorer le fonctionnement de l'ouvrage épuratoire existant et sollicitant une révision à la hausse de certaines valeurs limites d'émission (au vu d'échanges avec le gestionnaire de la station d'épuration urbaine).

Dans l'attente de l'instruction de ce dossier, vis-à-vis de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 juin 2021 modifié en 2023, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de la Loire de ne pas engager les suites prévues par l'article L 171-8 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets en aluminium
Prescription contrôlée : <u>Suivi inspection 2023, constat n°3 (non-conformité) :</u> Les premiers résultats d'analyses montrent que les rejets en Aluminium sont supérieurs ou égaux à la valeur limite d'émission fixée par l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. L'inspection propose que la période initiale d'observation soit prolongée d'une durée de 3 mois selon une fréquence mensuelle. Les résultats de ces nouvelles analyses seront transmis à l'inspection dès réception, en précisant la concentration et le flux rejetés.
Constats : La présence d'aluminium dans les rejets est liée à l'injection de polychlorure d'aluminium au niveau de la station d'épuration interne. L'exploitant a indiqué avoir optimisé l'injection de ce produit. Les résultats des deux dernières campagnes d'analyses (juillet et août 2024) montrent une diminution des niveaux de rejets, les concentrations mesurées étant de 2,1 et 2,63 mg/L (Pour rappel, elles étaient de 5 mg/L et 6,81 mg/L en novembre et décembre 2022).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation : Dans l'attente de l'instruction du dossier de porter à connaissance (cf point de contrôle précédent) qui devrait conduire à une modification des prescriptions applicables en matière de surveillance des rejets, l'inspection préconise à l'exploitant de poursuivre la surveillance selon une fréquence mensuelle, mais en surveillant désormais le paramètre Fe + Al (code Sandre 7714). Pour rappel, l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ne fixe pas de valeur limite d'émission pour le seul paramètre Al, il impose une valeur limite de 5 mg/L pour le paramètre Fe+Al (code Sandre 7714), dès lors que le flux est supérieur à 20 g/j.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Extrait : I. « Capacité des rétentions. » Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

« II. Règles de gestion des rétentions et stockages associés. »

...

L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

...

Constats :

La visite des installations a permis de constater :

- la rétention située sous le GRV d'acide sulfurique au niveau de la station d'épuration contient un volume d'eau de pluie diminuant de façon importante le volume de rétention,
- un produit de traitement situé dans le local technique de la station d'épuration n'est pas associé à une capacité de rétention. L'exploitant a précisé qu'il s'agit d'une situation anormale liée à la panne du surpresseur et la mise en place d'un surpresseur de secours. Des manipulations ont été réalisées dans l'urgence et lors du déplacement du produit concerné, il n'a pas été remis sur la rétention dédiée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité :

L'exploitant veillera à :

sous un délai d'une semaine :

- évacuer les eaux pluviales accumulées dans la rétention du GRV d'acide sulfurique,
- positionner le produit de traitement situé dans le local technique de la station d'épuration sur rétention,

sous un délai de deux semaines :

- mettre en place une procédure pour s'assurer de la disponibilité des volumes de rétention (si la procédure existe déjà, il justifiera d'un rappel des consignes auprès du personnel de l'entreprise, et si nécessaire, de sa mise à jour)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 jours et 14 jours